

Parlamentsdienste

Services du Parlement

Servizi del Parlamento

Servetschs dal parlament



Commissions de politique
extérieure
Secrétariat
CH-3003 Berne
Tél. 058 322 94 66
Fax 058 322 96 59
www.parlement.ch
apk.cpe@parl.admin.ch

La Commission de politique extérieure du Conseil national pendant la 49^e législature (2011 – 2015)

1 Mandat

Selon l'art. 44, al. 1 de la loi sur le Parlement, les commissions législatives :

- a. procèdent à l'examen préalable des objets qui leur ont été attribués ;
- b. examinent et tranchent les objets sur lesquels elles sont appelées à statuer définitivement en vertu de la loi ;
- c. suivent l'évolution sociale et politique dans leur domaine de compétences ;
- d. élaborent des propositions visant à résoudre des problèmes relevant de leur domaine de compétences ;
- e. veillent, dans leur domaine de compétences, à ce que des évaluations de l'efficacité soient effectuées ; à cette fin, elles soumettent des propositions aux organes concernés de l'Assemblée fédérale ou donnent un mandat au Conseil fédéral ;
- f. tiennent compte des résultats des évaluations de l'efficacité.

Par décision du Bureau du 5 décembre 2011, la Commission de politique extérieure s'est vu attribuer les domaines de compétence suivants :

- Relations avec d'autres États ainsi qu'avec l'Union européenne (UE)
- Relations avec les organisations et conférences internationales (à l'exception des assemblées parlementaires pour lesquelles il existe une délégation spécifique (AELE, OCSE, OTAN, etc.)



- Coopération au développement et coopération avec les pays d'Europe de l'Est
- Aide humanitaire
- Promotion des droits de l'homme et promotion civile de la paix dans le domaine de la politique extérieure
- Droit international public
- Politique de libre-échange
- Neutralité
- Promotion de l'image de la Suisse à l'étranger
- Politique de l'État hôte
- Suisses de l'étranger
- Réseau diplomatique extérieur

2 Objets traités pendant la 49^e législature (2011-2015)

21 Répartition par type des objets traités

La Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N) a procédé à l'examen préalable de 225 objets, qui se répartissent comme suit :

	Type d'objet	Nombre	Remarques
a.	Initiatives populaires	/	
b.	Projets d'arrêtés du Conseil fédéral	18	<i>exclus : co-rapports</i>
c.	Rapports du Conseil fédéral	28	<i>inclus rapports en réponse à des postulats</i>
d.	Co-rapports	16	
e.	Consultations relatives aux projets d'ordonnance du Conseil fédéral	40	<i>consultations dans le cadre de la participation du Parlement à la politique étrangère selon art. 152 LParl</i>
f.	Examens préalables des initiatives parlementaires	9	<i>2x donner suite / 7x ne pas donner suite</i>
g.	Décisions concernant l'examen préalable positif de la commission de l'autre conseil	/	



h.	Examens préalables d'initiatives de canton	1	<i>ne pas donner suite</i>
i.	Elaboration de projets (iv. pa., iv. ct. 2 ^e phase, iv. com.)	/	
j.	Projets de l'autre conseil (iv. pa. élaborées par une commission de l'autre conseil)	1	<i>divergence</i>
k.	Interventions de la commission	11	<i>6 motions / 5 postulats</i>
l.	Motions de l'autre conseil (et motions modifiées de son propre conseil ainsi que motions transmises pour examen préalable par le CE)	1	<i>approbation (sans modification)</i>
m.	Pétitions	24	<i>2 donner suite / 22 ne pas donner suite</i>
n.	Objets internes	59	<i>exclus : consultations, auditions et objets récurrents</i>
o.	Cas particuliers	17	<i>16 rapports de délégations 1 motion dont le délai de réalisation est prolongé</i>
	Total	225	

22 Projets émanant du Conseil fédéral

- [11.076](#) n FMI. Approbation de la réforme des quotes-parts et de la gouvernance
- [12.006](#) né Motions et postulats des conseils législatifs 2011. Rapport
- [13.006](#) én Motions et postulats des conseils législatifs 2012. Rapport
- [14.006](#) né Motions et postulats des conseils législatifs 2013. Rapport
- [15.006](#) én Motions et postulats des conseils législatifs 2014. Rapport
- [12.010](#) né Politique économique extérieure 2011. Rapport
- [13.008](#) né Politique économique extérieure 2012. Rapport
- [14.008](#) né Politique économique extérieure 2013. Rapport
- [15.008](#) én Politique économique extérieure 2014. Rapport
- [12.013](#) én Engagement de militaires pour la protection de la représentation suisse à Tripoli
(CPS, co-rapport)
- [12.014](#) né Rapport de politique étrangère 2011



- [13.009](#) é n Rapport de politique étrangère 2012
- [14.009](#) né Rapport de politique étrangère 2013
- [15.009](#) é n Rapport de politique extérieure 2014
- [12.029](#) n Coopération internationale 2013-2016. Continuation
- [12.040](#) é Organisation internationale du Travail. Convention no 122
- [12.047](#) é Accord sur la libre circulation des personnes. Modification de l'annexe III
- [12.054](#) né Traités internationaux conclus en 2011. Rapport
- [13.039](#) é n Traités internationaux conclus en 2012. Rapport
- [14.047](#) é n Traités internationaux conclus en 2013. Rapport
- [15.040](#) né Traités internationaux conclus en 2014. Rapport
- [12.055](#) n Exposition universelle 2015 de Milan (*CSEC, co-rapport*)
- [12.057](#) n Développement de l'acquis de Schengen. Reprise du règlement portant création d'une agence pour des systèmes d'information
- [12.063](#) é Violations graves du droit international humanitaire. Coopération avec les tribunaux internationaux. Modification
- [12.067](#) n Aide monétaire internationale. Prolongation et augmentation du crédit-cadre
- [12.075](#) é France et CERN. Approbation des accords applicables aux prestataires de services
- [12.093](#) é FMI. Accords généraux d'emprunt. Prolongation de la participation de la Suisse
- [12.099](#) é Effets de l'exploitation de l'aéroport de Zurich sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne. Accord (*CTT, co-rapport*)
- [12.101](#) n Programme de consolidation et de réexamen des tâches. Loi (*CdF, co-rapport*)
- [13.017](#) é Prestations de sécurité privées fournies à l'étranger. Loi (*CPS, co-rapport*)
- [13.022](#) n Encouragement de la recherche et de l'innovation pendant les années 2014-2020. Financement (*CSEC, co-rapport*)
- [13.023](#) é Programmes d'éducation de l'UE. Participation de la Suisse 2014-2020 (*CSEC, co-rapport*)
- [13.024](#) n La Suisse et les conventions du Conseil de l'Europe. 10ème rapport
- [13.032](#) é Approbation et mise en oeuvre du Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA). Convention avec les Etats-Unis (*CER, co-rapport*)
- [13.044](#) n Coopération en matière d'application de droits de la concurrence. Accord avec l'UE (*CER, co-rapport*)
- [13.052](#) é Transmission de la formation suisse à l'étranger. Loi (*CSEC, co-rapport*)
- [13.065](#) n Conseil ministériel de l'OSCE à Bâle en 2014. Sécurité



- [13.070](#) n Accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et les Etats de l'Amérique Centrale (Costa Rica et Panama). Approbation
- [13.071](#) n Accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine
- [13.078](#) né Engagement de militaires pour la protection de la représentation suisse à Tripoli. Prolongation (*CPS, co-rapport*)
- [13.104](#) n Participation de la Suisse à la KFOR. Prolongation de l'engagement de la Swisscoy (*CPS, co-rapport*)
- [13.108](#) é Programmes européens de navigation par satellite Galileo et Egnos. Approbation et mise en oeuvre de l'accord de coopération
- [14.016](#) n Traité sur le commerce des armes. Approbation (*CPS, co-rapport*)
- [14.029](#) n Développement de l'acquis de Dublin/Eurodac. Reprise de la modification des bases légales
- [14.039](#) n Blocage et restitution des avoirs illicites de personnes politiquement exposées à l'étranger. Loi (*CAJ, co-rapport*)
- [14.050](#) é Réduction des disparités économiques et sociales dans l'UE élargie. Contribution de la Suisse en faveur de la Croatie
- [14.060](#) n Bureau européen d'appui en matière d'asile. Accord avec l'UE (*CIP, co-rapport*)
- [14.085](#) n Mesures pour renforcer le rôle de la Suisse comme Etat hôte
- [15.016](#) n Mesures de promotion de la paix et de la sécurité humaine 2012-2016. Continuation
- [15.036](#) n FIPOI. Aides financières à la reconstruction du FISCR à Genève (*CdF, co-rapport*)
- [15.059](#) é n Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures. Adhésion

Les résumés des messages ou des rapports sont disponibles sur Curia Vista (cf. liens ci-dessus).

23 Élaboration d'un projet

La CPE-N n'a soumis aucun objet de ce type à son conseil.

24 Projets d'acte de l'autre conseil

La CPE-N a procédé à l'examen du projet d'acte suivant :

- [09.472](#) Iv. pa. CPE-E : Amélioration de l'efficacité et de la coordination des activités internationales de l'Assemblée fédérale



25 Examens préalables

Durant la période sous revue, la CPE-N a procédé à l'examen préalable des initiatives parlementaires et cantonales suivantes :

- [12.479](#) n Iv.pa. Stamm. Participation du Parlement à la décision de briguer un siège au Conseil de sécurité de l'ONU
- [14.423](#) n Iv.pa. Sommaruga Carlo. Pour la suppression de la concurrence déloyale et la promotion de conditions de travail humaines dans l'industrie du textile
- [14.424](#) n Iv.pa. Portmann. Influence du Parlement sur les activités de réglementation de l'OCDE
- [14.433](#) n Iv.pa. Aeschi Thomas. Recommandations et décisions de l'OCDE et de ses organismes spécialisés. Obligation d'informer et de consulter la commission législative compétente
- [14.435](#) n Iv.pa. Joder. Garantir la sécurité alimentaire
- [14.446](#) n Iv.pa. Groupe BD. Clarifier et pérenniser nos liens avec l'Europe
- [14.447](#) n Iv.pa. Groupe CE. Clarifier et pérenniser nos liens avec l'Europe
- [14.454](#) n Iv.pa. Mörgeli. Rester neutre en cas de mesures d'embargo
- [14.474](#) n Iv.pa. Romano. Sauvegarder les compétences du Parlement en matière de politique étrangère et de législation
- [14.310](#) é Iv.ct. GE. Pour que le visa biométrique ne soit pas la mort de la Genève internationale

26 Interventions

Interventions déposées par la CPE-N :

- [12.3991](#) n Mo. Conseil national (CPE-CN). Maintien de l'ambassade de Suisse au Guatemala
Décision du Conseil national : adoption.
- [13.3007](#) n Mo. Conseil national (CPE-CN (12.2066)). Contre la fermeture du consulat général à Chicago
Décision du Conseil national : adoption.
- [13.3006](#) n Mo. Conseil national (CPE-CN). Collaboration avec l'Organisation des Suisses de l'étranger



- Décision du Conseil national : adoption.
- [13.3005](#) n Po. CPE-CN (12.479). Rapport du Conseil fédéral sur l'obtention d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU
Décision du Conseil national : adoption.
 - [12.3980](#) n Po. CPE-CN. Rapport de droit comparé. Mécanismes de diligence en matière de droits humains et d'environnement en rapport avec les activités d'entreprises suisses à l'étranger
Décision du Conseil national : adoption.
 - [13.3365](#) n Po. CPE-CN. Davantage de transparence dans le secteur des matières premières
Décision du Conseil national : adoption.
 - [13.3665](#) n Po. CPE-CN. Pour un cessez-le-feu immédiat en Syrie
Décision du Conseil national : adoption.
 - [14.3671](#) n Mo. CPE-CN (12.3980). Mise en oeuvre du rapport de droit comparé du Conseil fédéral sur la responsabilité des entreprises en matière de droits humains et d'environnement
Décision du Conseil national : rejet.
 - [14.4003](#) n Mo. CPE-CN. DFAE. Renforcer le réseau extérieur
Décision du Conseil national : rejet.
 - [15.3378](#) n Mo. CPE-CN (15.2006). Extension du mandat de la Minurso
Décision du Conseil national : rejet.
 - [15.3798](#) n Po. CPE-CN. Financement international dans le domaine du climat
Décision du Conseil national : non encore traité au conseil

Motions déposées par le Conseil des Etats :

- [09.3719](#) é Mo. Conseil des Etats (Marty Dick). Les fondements de notre ordre juridique court-circuités par l'ONU
La CPE-N a proposé, à deux reprises, de prolonger d'un an le délai de traitement de la motion.
- [14.3910](#) é Mo. Conseil des Etats (Stöckli Hans). Importance de la thématique de la montagne lors de l'élaboration de l'agenda du développement post-2015
Décision du Conseil national : adoption.



27 Consultations sur des projets d'ordonnance, information et coordination

Outre les affaires qui lui ont été transmises par les bureaux des Chambres, la CPE-N, en vertu de l'article 44, al. 1, let. c et d, LParl (cf. point 1), a traité divers problèmes d'actualité relevant de son domaine de compétences. Ainsi :

Entretiens avec les chefs de département compétents / séminaires / auditions

- Politique étrangère de la Suisse. Priorités en 2012 et aperçu 2013 – 2015
- Politique européenne de la Suisse. Priorités en 2012 et aperçu 2013 – 2015
- Politique économique extérieure de la Suisse. Priorités en 2012 et aperçu 2013 – 2015
- Actualités de politique extérieure
- Actualités de politique européenne
- Actualités de politique économique extérieure
- Politique européenne de la Suisse. Auditions des Cantons
- Rapport concernant la Norvège en sa qualité d'État membre de l'Espace économique européen (EEE). Approfondissement
- Présentation de l'Ordre de Malte
- Rapport du Conseil fédéral sur la politique des matières premières
- Musée de la Pologne au Château de Rapperswil
- Audition de deux juges fédéraux sur la relation Cour européenne et jurisprudence suisse
- Questions géostratégiques. Auditions
- La Suisse et son groupe de vote au sein de la Banque mondiale. Audition de Jörg Frieden, directeur exécutif de la Suisse auprès de la Banque mondiale
- Relations Suisse-Italie : Enjeux pour le canton du Tessin. Audition d'une délégation du Conseil d'Etat tessinois sur la problématique transfrontalière Tessin-Italie
- Mesures pour la promotion de conditions de travail humaines dans l'industrie du textile. Auditions
- Norme internationale d'échange automatique de renseignements (EAR). Audition de Pascal Saint-Amans

Participation du Parlement à la politique étrangère selon art. 152 LParl (Information et consultation en matière de politique extérieure)

Information en vertu de l'art. 152, al. 2, LParl :

- Accord commercial anti-contrefaçon



- Stratégie pour la phase finale des négociations lors de la 21e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, Paris, décembre 2015

Consultation en vertu de l'art. 152, al. 3, LParl :

- Aéroport de Zurich. Futur accord entre la Suisse et l'Allemagne
- Mandat de négociation pour des accords de libre-échange entre l'AELE et les Etats d'Amérique centrale ainsi que la Malaisie
- Programme d'exemption de visa pour les Etats-Unis
- Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20)
- Principes applicables aux solutions institutionnelles avec l'UE
- Dialogue mené avec l'UE au sujet des régimes fiscaux des entreprises
- Priorités de la Suisse pour la 67e session de l'Assemblée générale de l'ONU
- Accord-cadre pour une mise en œuvre simplifiée de FATCA. Projet de mandat de négociations avec les États-Unis
- Projet de mandat de négociations avec l'Italie sur les questions fiscales et financières
- Projet de mandat concernant la négociation avec la Grèce d'un accord sur l'imposition à la source
- Mandat de négociation pour un projet d'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière avec la République française
- Accord de libre-circulation des personnes Suisse-UE : Extension à la Croatie
- Accord sur la libre circulation des personnes Suisse-UE : activation de la clause de sauvegarde à l'égard des États de l'UE-17 et de l'UE-8
- Contribution à l'élargissement en faveur de la Croatie
- Accord MEDIA avec l'UE
- Priorités de la Suisse pour la 68e session de l'Assemblée générale de l'ONU
- Mandat de négociation sur la participation de la Suisse aux programmes-cadres de recherche et d'innovation de l'UE pendant les années 2014 à 2020
- Mandat de négociation sur la participation de la Suisse au programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport 2014 à 2020
- Projet de mandat de négociation du Conseil fédéral sur les questions institutionnelles Suisse-UE
- Mandat de négociation sur la conférence ministérielle de l'OMC à Bali
- Mandat de négociation avec l'UE en matière de fiscalité de l'épargne
- Accord de libre-circulation des personnes Suisse-UE : Extension à la Croatie



- Mandat de négociation pour la mise à jour et le développement des accords de libre-échange existants de la Suisse
- Mandat de négociation en vue de la participation de la Suisse au programme Culture de l'UE pour les années 2014 à 2020
- Mandat de négociation établi en vue de conclure une convention additionnelle avec l'UE portant sur la création d'un instrument de soutien financier aux frontières et visas dans le cadre du fonds pour la sécurité intérieure
- Projets de mandat de négociation relatifs à l'échange automatique de renseignements fiscaux avec les Etats partenaires
- Priorités de la Suisse pour la 69e session de l'Assemblée générale de l'ONU
- Projet de mandat de négociations pour la conclusion d'un accord avec l'UE en vue d'un approfondissement de la coopération policière internationale, en particulier par l'échange facilité de profils ADN, d'empreintes digitales ainsi que de données relatives aux véhicules et à leurs détenteurs (coopération Prüm)
- Accès à la banque de données Eurodac à des fins de poursuite pénale. Mandat de négociation du Conseil fédéral en vue de la conclusion d'un accord avec l'UE
- Mandat de négociation de la Suisse concernant l'agenda de développement post 2015
- Mandat de négociation du Conseil fédéral concernant l'adaptation de l'accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'UE
- Mandat de négociation pour un accord de libre-échange AELE-Philippines
- Mandat de négociation pour un accord de libre-échange AELE-Géorgie
- Mandat de négociation pour un accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et l'Equateur
- L'instauration de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB)
- Priorités de la Suisse pour la 70e session de l'Assemblée générale de l'ONU
- Mandat de négociation établi en vue de la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC, Nairobi, décembre 2015
- Modifications prévues de la configuration du réseau diplomatique et consulaire suisse à l'étranger
- Stratégie pour la phase finale des négociations lors de la 21e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, Paris, décembre 2015



Consultation en vertu de l'art. 152, al. 3bis, LParl :

- Application à titre provisoire de l'accord de coopération avec l'UE concernant la participation de la Suisse aux programmes européens de navigation par satellite Galileo et EGNOS

Coordination avec d'autres commissions

- [12.013](#) é Engagement de militaires pour la protection de la représentation suisse à Tripoli (*CPS, co-rapport*)
- [12.055](#) n Exposition universelle 2015 de Milan (*CSEC, co-rapport*)
- [12.099](#) é Effets de l'exploitation de l'aéroport de Zurich sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne. Accord (*CTT, co-rapport*)
- [12.101](#) n Programme de consolidation et de réexamen des tâches. Loi (*CdF, co-rapport*)
- [13.017](#) é Prestations de sécurité privées fournies à l'étranger. Loi (*CPS, co-rapport*)
- [13.022](#) n Encouragement de la recherche et de l'innovation pendant les années 2014-2020. Financement (*CSEC, co-rapport*)
- [13.023](#) é Programmes d'éducation de l'UE. Participation de la Suisse 2014-2020 (*CSEC, co-rapport*)
- [13.032](#) é Approbation et mise en oeuvre du Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA). Convention avec les Etats-Unis (*CER, co-rapport*)
- [13.044](#) n Coopération en matière d'application de droits de la concurrence. Accord avec l'UE (*CER, co-rapport*)
- [13.052](#) é Transmission de la formation suisse à l'étranger. Loi (*CSEC, co-rapport*)
- [13.078](#) né Engagement de militaires pour la protection de la représentation suisse à Tripoli. Prolongation (*CPS, co-rapport*)
- [13.104](#) n Participation de la Suisse à la KFOR. Prolongation de l'engagement de la Swisscoy (*CPS, co-rapport*)
- [14.016](#) n Traité sur le commerce des armes. Approbation (*CPS, co-rapport*)
- [14.039](#) n Blocage et restitution des avoirs illicites de personnes politiquement exposées à l'étranger. Loi (*CAJ, co-rapport*)
- [14.060](#) n Bureau européen d'appui en matière d'asile. Accord avec l'UE (*CIP, co-rapport*)
- [15.036](#) n FIPOI. Aides financières à la reconstruction du FISCR à Genève (*CdF, co-rapport*)



3 Composition de la commission, sous-commissions

31 Présidence

- Président/-e session d'hiver 2011 - session d'hiver 2013 : Andreas Aebi
- Président/-e session d'hiver 2013 - session d'hiver 2015 : Carlo Sommaruga

32 Membres de la commission

- Composition à partir de la session d'hiver 2011 : Aebi, Sommaruga Carlo, Büchel, Estermann, Fässler-Osterwalder, Fehr Hans-Jürg, Fiala, Haller, John-Calame, Lüscher, Markwalder, Mörgeli, Moser, Müller Geri, Müller Walter, Naef, Neiryneck, Pfister, Reimann Maximilian, Riklin, Rusconi, Schneider-Schneiter, Stamm, Tornare, Wyss
- Démissions et nouveaux membres depuis la session d'hiver 2011 :
Friedl remplace Fässler-Osterwalder à partir de l'hiver 2013
Fehr Jacqueline remplace Wyss à partir de l'été 2013
Munz remplace Fehr Hans-Jürg à partir de l'été 2013
Nussbaumer remplace Munz à partir de l'automne 2013
Quadranti remplace Haller à partir de l'automne 2014

33 Sous-commission(s)

La commission a institué les sous-commissions suivantes :

- Voyage d'information 2012 en Colombie : Aebi, Sommaruga Carlo, Fässler-Osterwalder, John-Calame, Müller Walter, Reimann Maximilian, Riklin, Schneider-Schneiter
- Voyage d'information 2013 en Pologne et en Allemagne : Aebi, Büchel, Fehr Hans-Jürg, Moser, Müller Walter, Naef, Reimann Maximilian, Riklin
- Voyage d'information 2014 au Pérou : Sommaruga Carlo, Fiala, Friedl, John-Calame, Riklin, Aebi, Reimann Maximilian, Tornare



- Voyage d'information 2015 en Tunisie et en Italie : Sommaruga Carlo, Büchel, Aebi, Neiryck, Müller Walter, Stamm, Tornare

34 Secrétariat

- Florent Tripet, secrétaire de la commission (80 %)
- Myriam Bertsch, secrétaire adjointe de la commission (80 %)
- Stéphane Kessler, collaborateur scientifique (50 %)
- Marianne Reusser, secrétaire administrative (80 %)

4 Nombre de séances nécessaires

41 Commission

Ces travaux ont exigé au total 33 séances, équivalant à 48,5 jours de séances ou 320.75 heures (près de 6,6 heures par jour de séance en moyenne).

Durant les sessions ont eu lieu au total 11 séances, équivalant à 5,5 jours de séances ou 11,75 heures (près de 2,1 heures par jour de séance en moyenne).

42 Sous-commission(s)

Ces travaux ont exigé au total 8 séances, équivalant à 4 jours de séances ou 7,5 heures (près de 1,9 heure par jour de séance en moyenne).